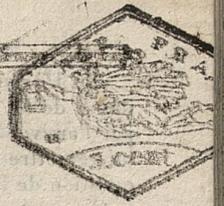


LE PUBLICISTE.

OCTIDI 18 Pluviôse, an VIII.



Arrestation de deux ex-directeurs romains & d'un grand nombre de patriotes. — Extrait du discours prononcé par lord Grenville dans la chambre des pairs. — Notice sur Sheridan. — Blocus d'un grand nombre de choux dans le Morbihan. — Dévouement de trois prisonniers français en Angleterre. — Nominations diplomatiques. — Nouvelles diverses.

Le prix de l'abonnement du PUBLICISTE est de 15 fr. 50 cent. pour trois mois, 26 fr. pour six mois, & 50 fr. pour l'année.

Les lois & arrêtés des consuls sont imprimés textuellement, & délivrés aux souscripteurs sans augmentation de prix.

Les lettres & les abonnemens doivent être adressés, franc de port, au directeur du PUBLICISTE, rue des Moineaux, n°. 425, butte des Moulins, à Paris.

TURQUIE.

De Constantinople, le 25 décembre (4 nivose).

On avoit annoncé que le grand-visir avoit débuté par la prise d'Arisch; que cette place avoit été emportée d'assaut; & que les Français y avoient perdu 2000 hommes. Ces nouvelles sont controuvées. Ce qui peut y avoir donné lieu est l'incursion d'un cheik arabe qui, à la tête de 380 soldats, a enlevé aux environs d'Arisch un piquet d'une trentaine de Français, dont il a envoyé les têtes à Constantinople. Le grand-visir est toujours à Jaffa.

ITALIE.

De Gènes, le 2 janvier (12 nivose).

Il est parti d'ici une division de cavalerie pour Brindes; elle doit escorter 5000 Russes arrivés dans ce dernier port, & qui doivent se rendre dans notre ville pour en former la garnison.

Le 9, il s'est embarqué dans notre port 1500 Russes qui mettront aujourd'hui à la voile pour Messine: ils y trouveront d'autres troupes de leur nation avec lesquelles ils se rendront devant Malte.

De Rome, le 22 nivose (12 janvier).

Le prince Aldobrandini & le marquis Massimi, membres de la junte suprême, sont arrivés lundi dernier ici, de retour du voyage qu'ils ont fait à Naples. On assure qu'ils ont entièrement réussi dans leur mission, qui étoit relative à l'approvisionnement de notre ville.

Le général Bourcard, commandant les troupes napolitaines, étoit parti il y a 15 jours avec un corps nombreux pour parcourir différentes provinces de l'état romain. Par suite de cette expédition, on a ramené ici, jendi dernier, deux ex-consuls de la république romaine, Zacaleoni & Matteis, montés sur des ânes, avec 35 autres de leurs partisans, pieds & poings liés: ils ont été conduits dans les prisons du château Saint-Ange.

RUSSE.

De Pétersbourg, le 3 janvier (13 nivose).

La cour impériale a quitté Gratschina & est revenue dans cette capitale: elle a nommé membres du college de guerre le prince Gortschakow, ainsi que le prince Dolgorowsky, & promu au grade de général-lieutenant le général-major Mowsarow.

ALLEMAGNE.

De Leipsick, le 26 janvier (6 pluviôse).

On commençoit à craindre que l'électeur de Saxe prit part à la guerre; mais depuis que Bonaparte est à la tête du gouvernement français, personne ne doute qu'il continuera à garder sa neutralité. Le héros français est généralement admiré & estimé de toute la cour.

De Hanovre, le 27 janvier (7 pluviôse).

On dit que le roi d'Angleterre a de nouveau demandé un corps de troupes hanovriennes pour servir contre les Français, mais qu'il a été refusé.

De Wesel, le 30 janvier (10 pluviôse).

On assure qu'un corps de dix mille Hanovriens va se mettre en mouvement pour se rendre sur le Weser, & faire partie de l'armée de neutralité. On annonce aussi que l'électeur de Saxe fournira un corps nombreux pour la même destination.

Les nouvelles fortifications de Wesel sont entièrement achevées; elles consistent dans 28 batteries. On continue à former des magasins de subsistances dans les principales places de la Westphalie.

Il est arrivé à Wurtzbourg & à Bamberg un général & plusieurs officiers russes de l'état-major de Suwarow. Quatre régimens de cavalerie russe doivent entrer en Franconie vers le milieu de février.

ANGLETERRE.

De Londres, le 29 janvier (9 pluviôse).

On remarque, dit un de nos journaux, le *Star*, que dans la seconde note relative à la paix, transmise à notre gouvernement, on ne voyoit pas en tête ces mots: *liberté, égalité*. Elle a été envoyée selon l'usage reçu.

On assure (peut-être pas sans fondement) que cette seconde démarche du consul est appuyée par le roi de Prusse, qui offre de se proposer médiateur de la querelle entre l'Angleterre & la France, dans un congrès général qui aura lieu à cet effet.

Le Morning-Chronich prétend que l'indisposition soudaine de M. Pitt pourroit fort bien avoir été occasionnée par l'arrivée des derniers couriers du continent, chargés de lui remettre des dépêches très-importantes sur la grande question de la paix ou de la guerre.

On croit que lord William Bentinck & son frere, arrivés par les derniers paquebots, sont chargés de communiquer à notre cour le plan des opérations combinées de cette campagne.

Le Times du 30 janvier donne l'état suivant des forces combinées à l'ouverture de la campagne prochaine :

Sur le Rhin.

Armée autrichienne.....	100,000 hommes.
Armée russe.....	70,000
Paysans armés.....	30,000

En Italie.

Armée autrichienne & piémontaise....	150,000
	350,000

Le célèbre auteur dramatique, Kotzebue, est en route pour l'Angleterre : on l'attend de jour en jour à Londres. On dit qu'il pourroit bien d'ici aller faire un tour en France.

Chambre des pairs. — Suite de la séance du 3 pluviôse.

Lord Grenville prend la parole, après la lecture du message du roi. Je ne vous ferai pas, dit-il, l'injure de douter de vos dispositions sur l'objet important qui doit faire aujourd'hui la matière de vos délibérations ; mais la question est liée si étroitement à tout ce qui a été fait dans cette chambre depuis le commencement de la guerre, que je ne puis m'empêcher d'entrer ici dans de grands détails. Mon discours ne s'adressera qu'aux nobles lords, qui dans toutes les circonstances ont approuvé & défendu avec courage les mesures adoptées par sa majesté. Quant à ceux qui se sont toujours présentés sur le chemin de l'opposition, j'avoue que je ne serois pas assez éloquent pour les convaincre.

Milords, je desiré ardemment la paix : je sens combien elle seroit utile au commerce de l'Angleterre ; combien elle réjouiroit les amis de l'humanité. Mais les circonstances prescrivent au gouvernement la plus grande circonspection en traitant avec les hommes qui exercent en France le pouvoir suprême. Sont-ils dans une situation à nous offrir une garantie suffisante, soit pour la conclusion, soit pour le maintien de la paix ? — Je demanderai d'abord si l'on peut s'attendre à des résultats avantageux, en entamant des négociations : en second lieu, si en supposant qu'on négocie, on a des raisons suffisantes pour croire que le gouvernement consulaire présenteroit plus de garantie que tous les autres gouvernemens révolutionnaires qui l'ont précédé & se sont succédés avec tant de rapidité. Je me déclare pour la négative, & je me crois fondé à le faire.

La république française, depuis 1792, a été en guerre avec toutes les nations de l'Europe, excepté le Danemarck & la Suede : encore ces deux puissances se sont-elles crues obligées de rappeler leurs ambassadeurs. L'Amérique en a fait autant. Il est à remarquer que depuis le commencement de la guerre tous ceux qui ont gouverné en France, sont entrés en négociation avec les différentes puissances contre lesquelles la république se bat aujourd'hui.

Le noble lord rappelle ici les traités conclus par les Français avec les rois de Sardaigne & de Naples ; le grand duc de Toscane & le pape ; les républiques de Gènes & de Venise, & il attribue aux gouvernans républicains la violation de ces traités. Il commente ensuite le passage de la dernière note du ministre français Talleyrand, où l'on a rejeté sur l'Angleterre l'odieuse de l'agression dans la guerre actuelle. Cette imputation calomnieuse, dit lord Grenville, est devenue une mode aujourd'hui. Nos faiseurs de pamphlets la répètent, & quelques lords se sont faits leur écho ; mais ils ont tous oublié de rapporter les dates. Je vais réparer cette distraction. Tout prouve que l'agression a été du côté de la France. Ce que l'on a raconté de la convention de Pavie, est un mensonge ; de celle de Plinitz, une fable : ce qui s'est fait à Pavie n'étoit ni une convention ni un traité, mais une déclaration. Il est faux que le gouvernement anglais ait travaillé alors à exciter la coalition à attaquer la France.

Ici milord lit un passage de la lettre de crédit donnée par Louis XVI, en 1792, à Talleyrand, adjoint à M. Chauvelin, auprès de notre cour. Ce prince remercie sa majesté britannique de ce qu'elle n'a pas voulu secourir les puissances qui se montrent disposées à troubler la paix dont jouit la nation française.

Après s'être un peu étendu sur ce point, lord Grenville invite leurs seigneuries à considérer si ceux qui gouvernent aujourd'hui en France sont dans une position à inspirer plus de confiance, que ceux qui les ont précédés. Pour lui il ne le pense pas ; il n'a pas oublié les conférences de Paris & de Lille, & le retour du lord Malmesbury. D'ailleurs, quelle confiance avoir en un gouvernement créé depuis si peu de temps ? Mais comme c'est la moralité & le caractère personnel de Bonaparte qui fournissent les argumens les plus forts aux amis de la paix, c'est à la personne de Bonaparte que le ministre s'attache avec un acharnement qui a surpris de la part d'un membre de la chambre haute, d'un ministre de sa majesté.

Lord Grenville conclut de sa diatribe, que Bonaparte, quand il propose la paix, n'est pas sincère ; que si on entroit en négociation avec lui, on ne parviendroit pas à conclure un traité.

Certes, dit lord Grenville, quand même on supposeroit qu'on dût compter sur la sincérité de Bonaparte, il resteroit encore à examiner s'il pourroit conclure la paix aux conditions que l'Europe est dans le cas aujourd'hui d'imposer à la France : car il auroit à craindre la masse du peuple, à qui ces conditions ne plairoient pas, & qui ne voudra jamais y consentir. — Sa seigneurie lit à cette occasion plusieurs passages du rapport fait à la commission des cinq-cents par Boulay de la Meunier, qui prouvent que jusqu'au 4 novembre dernier (13 brumaire), de l'aveu même des Français, il n'avoit pas existé en France de gouvernement qui pût faire la paix. Lord Grenville refuse au gouvernement actuel le titre de constitutionnel, & il engage leurs seigneuries à ne pas ouvrir sans précautions la voie à des négociations avec un gouvernement de cette nature. — En 1797, lorsque l'Angleterre se trouva dans une position où elle n'avoit jamais été auparavant, & dans laquelle il est à espérer qu'elle ne se retrouvera jamais, abandonnée par ses alliés, elle ne crut pas ses ressources au-dessous de la tâche qu'elle s'étoit imposée. Penserions-nous différemment, aujourd'hui que l'Angleterre & ses alliés sont dans un état de prospérité où ils ne s'étoient jamais vus. — Je ne doute pas, dit en finissant lord Grenville, que vos seigneuries n'appuient l'adresse que je propose.

L'adresse est lue ; elle n'est, selon l'usage, qu'une répétition du message de sa majesté.

(La suite à demain.)

Du célèbre orateur du parlement d'Angleterre, Shéridan.

Shéridan est né à Dublin, en 1751, de parens distingués par leur mérite littéraire. Son pere, qui étoit comédien, est auteur d'un excellent dictionnaire de prononciation (*Pronouncing Dictionary*), & éditeur des Œuvres de Swift. Sa mere a donné au public quelques romans & plusieurs piéces de théâtre assez estimés. Shéridan, dans sa première enfance, fut jugé presque inepte, même par sa mere ; mais on ne tarda pas à s'apercevoir combien ce jugement avoit été hasardé. Il fut placé par son pere au college de Middle-Temple, pour y étudier le droit, sans avoir été envoyé préalablement à l'université, ce qui n'arrive qu'aux jeunes gens qui annoncent les talens les plus extraordinaires. Shéridan, à qui la fortune médiocre de ses parens ne permettoit d'assurer qu'une pension très-médiocre, se procuroit par ses écrits ce qui, sans cela, eût manqué à son existence : depuis, comme alors, il ne fallut rien moins que la nécessité la plus pressante pour l'arracher aux charmes du *far niente*. Formé par la lecture des meilleurs écrivains de sa nation, ses premiers ouvrages & particulièrement ses essais dramatiques eurent quelques succès. Il leur dut de connoître miss Linley, célèbre chanteuse du théâtre de Drurylane ; il avoit conçu pour elle la passion la plus violente. Cette passion ne connut pas d'obstacles, ou du moins elle les vainquit tous. Shéridan avoit à combattre la répugnance de miss Linley, & de plus un grand nombre de rivaux. Il se battit avec plusieurs d'entre eux ; enfin, la main de celle qu'il aimoit fut le prix mérité de sa constance. Il ne trouva dans ce mariage que le bonheur d'une union si long-tems désirée ; car, dès qu'il fut conclu, il voulut que sa femme quittât le théâtre, & dès ce moment, ils se trouverent l'un & l'autre dénués de tous moyens d'existence. Malgré leur extrême détresse, ils résisterent noblement aux offres les plus avantageuses qui leur furent faites successivement par les directeurs des différens théâtres. En vain ceux du Panthéon proposerent-ils à madame Shéridan 2,400 liv. sterling pour douze représentations ; en vain madame Shéridan elle-même joignit-elle cette fois ses instances à celles des directeurs ; Shéridan fut inflexible. Dès-lors, ses talens littéraires devinrent son unique ressource. Il donna successivement plusieurs piéces de théâtre qui toutes furent

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

De Nantes, le 15 pluviôse.

Une grande partie des rebelles du Morbihan demande à rentrer en grace. Beaucoup regagnent leurs fermes & leurs maisons, avec des blessures qui sont le seul & triste fruit qu'ils ont retiré de la guerre.

Châtillon & Bourmont ont demandé & obtenu du général Hédouville la permission de se rendre dans le Morbihan, pour y conférer avec Georges, & lui faire sentir la nécessité d'une prompte & entière soumission.

Hier trois ex-chefs de chouans étoient chez le général Muller.

Avant-hier les anciens soldats de Lecouvreur ont été le trouver à son domicile, ont menacé de le tuer, & ont pillé & volé, disant qu'il avoit reçu des piastres & des gourdes de l'Angleterre, & qu'il avoit tout gardé pour lui.

Hier matin il est passé par cette ville un adjudant-général de Bonaparte, porteur d'un paquet pour le général Brune, relatif à la pacification du Morbihan.

Le général Brune écrit que 10 mille chouans sont bloqués dans le parc d'Elven. (Ce parc est entouré de murs.) Cette commune est située à moitié chemin de Vannes à Malestroit, & à trois lieues environ au nord-est de la première de ces deux villes.

De Paris, le 17 pluviôse.

On assure que le plan de la nouvelle division administrative sera porté demain au corps législatif.

Il y aura des préfets, des sous-préfets, & à-peu-près autant de maires que de communes.

Dans les grandes communes, un lieutenant du préfet sera chargé de la police.

A Paris, la police & l'administration seront confiées chacune à un préfet, & tous deux auront le même titre.

Les appointemens des préfets seront gradués, selon la population des communes depuis environ 8000 franc jusqu'à 26,000, & 50,000 à Paris.

On sent qu'il faut voir le plan même pour savoir avec une parfaite précision ce qui peut varier, tant qu'on ne le sait que par oui-dire.

— Il n'est déjà plus question de l'*affreux complot*, dénoncé ces jours derniers par un de nos écrivains. Un bon gouvernement, un gouvernement tel que le nôtre, prévient plus qu'il ne découvre de ces trames, qui ne compromettent guère le sort des empires que lorsque la sottise est au timon de l'état. On a néanmoins saisi un libelle contre-révolutionnaire, intitulé : *Réponse à la proclamation des consuls aux habitans des départemens de l'Ouest*. Cette absurde diatribe a été distribuée furtivement à Paris, & l'avoit, dit-on, auparavant été à Toulouse. La police est à la recherche des imprimeurs & des distributeurs de ces coupables sottises. On assure que quelques-uns d'entre eux sont déjà arrêtés.

— Les sept chouans condamnés par le conseil de guerre de Paris, ont été fusillés aujourd'hui dans la plaine de Grenelle. Ils avoient tous une espèce d'uniforme, avec une veste rouge. Ils ont été conduits au lieu du supplice dans une charrette couverte : on les y a fait mettre à genoux, & ils sont aussi-tôt tombés ensemble. Ils n'avoient, dit-on, pas voulu qu'on leur bandât les yeux.

— Les consuls ont accordé au sénat conservateur l'usage

accueillies avec enthousiasme (1). Ces succès dramatiques lui assurèrent une existence ; & , lorsque le célèbre Garrick reançâ à la direction du théâtre de Drurylane, Shéridan se trouva assez riche pour acheter sa part de société avec deux autres. Ce tiers lui coûta trente mille livres sterling. De ce moment, il donna plus que jamais tous ses soins & son tems aux travaux dramatiques. La pièce si justement estimée de *School for scandal* (*l'École de la médiance*), en fut l'heureux fruit. *Le Critique* acheva d'établir sa réputation. En assurant sa gloire & sa fortune, Shéridan se faisoit des amis. Fox fut un des plus zélés. Ce fut sur ses instances, à sa sollicitation, & aidé des moyens d'argent qu'il lui procura, que Shéridan se procura une place dans la chambre des communes. Elu représentant de Stafford, il ne tarda pas à se joindre de la manière la plus prononcée au parti de l'opposition. Il eut tout à vaincre pour obtenir dans ce niveau poste les succès auxquels ses talens oratoires le mettoient en droit de prétendre. On se rappelloit que son pere avoit été comédien. Il tenoit lui-même au théâtre comme directeur de celui de Drurylane. Tout cela étoit à des allusions qui n'échappèrent pas à ses adversaires. Shéridan employa victorieusement contre eux, & en particulier contre Pitt, les armes dont ils prétendoient le combattre, celles du ridicule. Les rieurs furent de son côté. Nommé peu de tems après à la place de sous-secrétaire d'état, son éloignement presque insurmontable pour le travail d'affaires ne lui permit pas de s'y maintenir. Shéridan mit le comble à sa gloire dans le procès de Warren Hastings, où il se trouva en concurrence avec le célèbre Burke. A l'époque où l'état de santé du roi paroissoit devoir nécessiter son abdication, il se rangea du parti du prince de Galles, auquel il est resté depuis fort attaché. Quoi qu'il en soit, dans les derniers tems, sa pièce de *Pizarro* a amené sa réconciliation avec la cour & le ministère. Shéridan a une voix très-forte & très-sonore ; sa déclamation est quelquefois un peu précipitée & son geste négligé. Au reste, il est l'homme de société le plus agréable.

RÉPUBLIQUE HELVÉTIQUE.

De Berne, le 30 janvier (10 pluviôse).

La justification de l'ex-directeur Laharpe vient de paraître ; elle est fort longue. Il essaye de justifier sa conduite avant & depuis la révolution ; il se vante d'avoir professé les principes de la liberté & de l'égalité dans le palais des empereurs de Russie, & semble indiquer les motifs qui l'ont porté à renverser l'ancien ordre de choses, lorsqu'en parlant de sa proscription par notre ci-devant gouvernement, il dit : « Gardez-vous, citoyens législateurs, de ces loix qui condamnent à un exil sans terme : vous ignorez ce qu'on peut oser pour revoir les objets qu'on aime ».

On ne lit pas sans étonnement dans cette pièce un éloge pompeux de l'ex-avoyer Steiger, ennemi juré de Laharpe. Voici comme celui-ci s'exprime à son sujet : « Vieillard vénérable, noble ennemi dont l'adversité développa le grand caractère dans l'âge qui glace tous les cœurs, repose en paix sur une terre étrangère. Les amis de l'indépendance helvétique savent que tu la voulois fortement ; ils savent que tu desirois le rapprochement des partis & l'oubli des injures. »

On écrit de Lausanne & de quelques autres villes du Léman, que les ex-directeurs cherchent à agiter ce canton ; quelques communes doivent s'être déclarées en leur faveur. C'est ce qui a déterminé à les mettre en surveillance.

Reinhard étoit attendu dans cette ville hier soir.

Il se manifeste dans le canton de Baden une maladie épidémique, fléau assez ordinaire après celui de la guerre. Les premiers symptômes de cette maladie sont des gonflemens de cøls ; il s'en suit des étouffemens. Les effets de cette contagion sont rapides ; le gouvernement prend des mesures pour les arrêter.

La situation du Valais devient de jour en jour plus déplorable.

(1) Ces pièces sont les *Rivaux*, comédie ; le *Jour de Saint-Patrick*, espèce de farce qui fut composée en 48 heures ; la *Diegna*, opéra comique, qui fut joué 75 fois de suite avec le plus grand succès.

de la Bibliothèque de l' Arsenal : elle sera transportée au Luxembourg, où l'on prépare, à cet effet, un très-beau local.

— Guyton-Morveau a été installé hier comme directeur de l'école polytechnique à la place de Monge, devenu membre du sénat, & qui reste néanmoins professeur.

Gay-Vernon est sous-directeur de la même école.

— La citoyenne Ouvrard déclare que son mari ne s'est point rendu au Temple, & qu'il n'a accusé personne.

— Le général Lefebvre a, par ordre du premier consul, fait hier la visite de tous les magasins de fournitures pour les troupes, à Paris & aux environs. Il a trouvé dans un mauvais état les effets du magasin général, rue Dominique, maison Joseph. Aucun versement n'y a été fait depuis le 2 nivôse; mais il a été très-content des fournitures de la compagnie Masson, dont les magasins sont à Bercy & à Grenelle: tout y étoit d'une fort bonne qualité.

Lefebvre annonce que le ministre de la guerre a demandé à cette même compagnie cent mille paires de souliers: elle a refusé les mauvais. Mais le général se plaint de ce qu'ils ont ensuite été tous livrés à la marine, & reçus sans difficultés.

— Le citoyen Deconchy, aide-de-camp du général Dupont, directeur du cabinet topographique au ministère de la guerre, est parti hier pour l'armée d'Italie, avec des dépêches pour le général Massena.

— Le citoyen Daugis, chef-adjoint de la première division du secrétariat-général des consuls, publie des vues utiles sur l'organisation de la police de Paris. Il propose de la rétablir telle à-peu-près qu'elle étoit autrefois, en la confiant à un seul magistrat. Il rappelle que cette police faisoit l'admiration de l'Europe par son activité & par l'ordre qu'elle assuroit dans cette ville immense.

— La soumission de la Préalaye, principal chef de chouans dans le département d'Ille & Vilaine, ne laisse plus à combattre que les bandes de Georges, dans les départemens du Morbihan & des Côtes-du-Nord; & celles de Frotté dans l'Orne & la Manche. Cette soumission rompt aussi les communications entre Georges & Frotté, & par conséquent, les affoiblit.

— Les deux aides-de-camp que Beurnonville a menés avec lui à Berlin, sont les citoyens Bélair & Vaudeuil.

— C'est à tort qu'on a mandé de Strasbourg, que la première demi-brigade de ligne qui étoit dans cette ville, avoit refusé de se rendre à Kell. S'il y a eu quelques séditieux, le corps du moins a été loin de partager leur délit. Le général Moreau a écrit aux officiers de cette demi-brigade, pour les féliciter de la fermeté qu'ils ont opposée dans cette circonstance à un petit nombre de perturbateurs.

— Quatre-cents prisonniers français rendus par l'Angleterre, viennent de débarquer à Morlaix. Parmi eux se trouvent trois Irlandais patriotes qui faisoient partie de l'expédition d'Irlande, commandée par le général Humbert; ceux-ci ayant été pris par les Anglais & condamnés à mort, n'ont échappés au supplice que par la générosité des trois grenadiers français, Dufai, Gruer & Callais, qui se sont adroitement substitués à eux dans la prison, au moment de l'échange, & leur ont ainsi sauvé la vie par le sacrifice de leur propre liberté.

— Le général Desfourneaux, agent du gouvernement à la Guadeloupe, déporté en France par les administrations du Pays, vient d'arriver à Paris.

— Des lettres de la Guadeloupe, en date du 24 frimaire, portent que le commerce est très-florissant dans cette colonie.

— Un moustre du village de Myon, près de Quingey, département du Doubs, a assassiné son père, sa mère & sa sœur: son frère n'a échappé qu'en sautant par une croisée. Ce scélérat est dans les prisons.

— La mémoire de Washington pouvoit désirer encore quelque chose parmi nous. Après avoir reçu en France les hommages de tous ceux dont le suffrage & la louange ont du prix, elle devoit aussi recevoir les injures des autres, & ce dernier tribut ne lui a pas manqué.

C O N S U L A T.

Arrêté du 15 pluviôse, an 8.

Bonaparte, premier consul, arrête :

Art. 1^{er}. Le citoyen Jacob, chef de division au département des relations extérieures, est nommé secrétaire de la légation française en Espagne.

II. Le cit. André Dusout, employé au département des relations extérieures, est nommé second secrétaire de la même légation.

III. Le cit. Dominique-Charles-Antoine Fournet, attaché au commissariat-général des relations extérieures de la république à Maroc, nommé à la place de chancelier-interprète de ce commissariat, vacante par la promotion du citoyen Mathieu Hessepie à celle de sous-commissaire & de chancelier à Cadix.

IV. La nomination provisoire du citoyen Mathieu Hessepie à celle de sous-commissaire des relations commerciales & de chancelier à Cadix, est rendue définitive.

Bourse du 17 pluviôse.

Rente provisoire, 00 fr. 00 c. — Tiers consol., 18 fr. 00 c. — Bons $\frac{2}{3}$, 1 fr. 10 c. — Bons $\frac{3}{4}$, 0 fr. — Bons $\frac{1}{4}$, 00 fr. 0 c. — Bons d'arrérage, 88 fr 25 c. — Bons pour l'an 8, 65 fr. 45 c.

Mémoires historiques et philosophiques sur Pie VI, et son pontificat, jusqu'à sa mort; avec son portrait & la carte des marais pontins. Seconde édition; 2 vol. in-8°. de 400 pages chacun. Prix, 8 fr. brochés, & 10 fr. franc de port. A Paris, chez F. Buisson, libraire, rue Hautefeuille, n°. 20; & à l'ancienne librairie de Dapont, rue de la Loi.

Cette nouvelle édition des *Mémoires de Pie VI* ne peut qu'ajouter aux succès qu'ils ont eu auprès de tous les bons esprits. Elle offre des détails curieux & même attendrissans sur les derniers mois de la vie de ce malheureux pontife. Si son long règne a été marqué par quelques erreurs, on doit convenir qu'elles ont été expiées par de grandes calamités; & l'intérêt doit finir par dominer sur les autres sentimens qu'inspire la lecture des *Mémoires de Pie VI*.

On y retrouve, au surplus, & les vues d'un homme initié aux affaires publiques, souvent des aperçus d'un homme d'état, & toujours le véritable talent d'un historien.